



Plage dorée, coquillages, tablettes et smartphones.

Chère lectrice, cher lecteur, si tu comptes parmi les heureux Français qui peuvent encore aller faire trempette dans l'eau salée, tu n'auras pas pu les manquer. Qui çà ? Les indispensables, les « ceux-ci » qui, oints d'ambre solaire, Vuarnets sur le pif, smartphone dans le slip de bain et tablette entre les tongs travaillent entre les coquillages et les ballons de plage.

Vous les avez vus ? À la fois drôles et pathétiques, ils posent tout de même une question sociétale de premier ordre. Est-il sain pour le monde du travail que les salariés, quel que soit leur niveau de responsabilité, acceptent, pire, soient volontaires pour travailler gratuitement pendant leur temps de loisir ? Et pourquoi acceptent-ils de le faire ?

Le premier responsable est sans doute ce syndrome propre au 21^{ème} siècle de l'indispensabilité, cette vaseline de l'Ego : « Je me crois indispensable, donc je suis. Et si je suis, faut qu'on le sache. Et pour qu'on le sache, faut que je le montre : je suis important, j'ai un portable ».

Sauf que les vrais décideurs ont un fondé de pouvoir, eux !

Mais passons.

Du travail gratuit librement consenti.

Une étude statistique a montré que les cadres qui disposent d'un outil informatique portable fourni par l'employeur, accomplissent en moyenne 10 heures de travail hebdomadaire à domicile, gratuitement, pour soigner leur *indispensabilité aigue*.

Ce sentiment « d'utilité nécessaire » instillé dans l'esprit des citoyens est une peste qui contamine nos contemporains. À qui profite la pandémie ? Justement à ceux qui la diffusent, aux vrais décideurs, à ceux qui tirent le profit de ces heures de travail volontaire et gratuit.

Et si nous nous posions la question de l'utilité de ceux-là...!

Est-ce un signe du changement ?

Vous ne pouvez pas l'ignorer, tellement la place centrale d'Ulysse leur est consacrée, Philippe PARINI a cédé son trône à Bruno BÉZARD.

Donc l'illustre ami de l'ancien dirigeant de notre pays, l'artisan de la fusion DGI-DGCP, quitte Bercy.

Dans son message d'adieu, il remercie les « organisations syndicales pour la qualité de notre dialogue social - dense et profond -, fait d'écoute, de respect mutuel, de franchise, d'attention, de compétence, d'esprit constructif. Cela au bénéfice de tous les agents et de la mise en œuvre efficace de nos missions ». La Cigogne doute que ses camarades siégeant en CAPN et/ou en CTR aient le même point de vue.

Pour les agents, PP salue « le sens du service public et de l'intérêt général, la compétence et le professionnalisme, le respect de la déontologie, la disponibilité et l'efficacité ». Il omet (non, ce ne peut être volontaire) l'abnégation et l'altruisme car pour bosser 4 ans sous son règne sans augmentation de salaire (ou si peu), les agents en regorgent de ces deux là !

Mais revenons-en à son successeur, BB, notre DGFIP actuel.

Qui est-il ? D'où vient-il ? Où va-t-il ? - Ah non ! Çà c'est pour plus tard.

Encore quadra, c'est un gars de la maison (enfin, presque), il a commencé Inspecteur des Finances à l'Inspection Générale des Finances, les *Men in Black* du ministère, les *Robocop* de la vérification (de l'audit comme ils disent maintenant), ceux qui débarquent et verrouillent tout derrière eux : « IGF ! Plus personne n'entre, plus personne ne sort ! »

Il passe ensuite à la Direction du Trésor où il fait son bonhomme de chemin avant d'arriver en janvier 2000 au cabi-

(Suite page 2)

(Suite de la page 1)

net du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Janvier 2000 ? Ça ne vous rappelle rien ? Ahhh, mais si ! Les grèves commencées fin 1999, les manifs où on est montés à Paris crier notre colère dans la rue et devant le ministère, le projet Bert-Champsaur, Christian SAUTTER qui a sauté en mars (le 27 pour être précis).

Tiens, c'est marrant, BB aussi par la même occasion.

Espérons que ce « mauvais » souvenir lui serve de leçon pour qu'il conduise la DGFIP en bon berger et qu'il préserve ses brebis de l'abattoir. Bref, qu'il ne fasse pas comme PP avant lui qui a lâchement sacrifié une grande partie de son troupeau sur l'autel de la compétitivité.



Afrique du Sud

Solidarité

avec les mineurs sud-africains

mercredi 22 août 2012

C'est avec la plus grande fermeté que la CGT condamne le massacre perpétré par la police le 16 août 2012 à la mine de platine Lonmin de Marikana en Afrique du Sud. La CGT s'incline devant les dizaines de mineurs en grève tombés sous les balles de la police. Elle a également une pensée fraternelle pour les soixante-dix-huit autres qui ont été blessés. On ne répond pas à des revendications sociales en assassinant des salariés en grève ! La CGT appelle solennellement la direction de Lonmin à ouvrir immédiatement et sans condition les négociations qui s'imposent pour une amélioration conséquente des conditions de vie (logements décentes, accès à l'eau, à l'électricité,...), de rémunération et de travail de tous les mineurs. Lonmin, société multinationale d'origine britannique, tire l'essentiel de ses profits de l'exploitation des mines de platine en Afrique du Sud. Lonmin est évidemment en capacité d'assurer une vie décente à ses salariés. Le travail décent doit s'imposer aussi là-bas !

Dix-huit ans après la fin de l'odieux régime de l'apartheid, la pauvreté et la misère pèsent encore lourdement en Afrique du Sud.

La CGT exprime tout son soutien et sa pleine solidarité aux travailleurs sud-africains.

Franzesch esch schick, Franzesch esch nowel !

Les petits Alsaciens du baby-boom se rappellent de ces slogans à la noix qui accompagnaient le rouleau compresseur culturel qui devait faire taire à tout jamais la langue vernaculaire.

Ça y est : on y est ! Ils ont gagné !

La nouvelle se trouve en creux dans un article de la Badische Zeitung daté du 6 août 2012.

Il y est souligné que si l'Alsace avait un des taux de chômage les plus bas en France au changement de millénaire, ce dernier est passé au dessus de 8%. Un des éléments déterminants est lié à la perte rapide de ce qui était son atout, à savoir le bilinguisme.

Jusqu'à il y a une petite décennie 10% de la population active alsacienne travaillait en Allemagne ou en Suisse. Aujourd'hui il reste à peu près 10000 frontaliers, dont la grande masse va, en plus, partir à la retraite dans les toutes prochaines années.

Le gros problème est que la génération montante n'est pas en capacité de les remplacer à cause de connaissances très insuffisantes en Allemand.

L'ensemble du monde politique (local) tire la sonnette d'alarme. Mais on sait hélas que la voie royale de l'enseignement bilingue de haut niveau manque cruellement de financement et de personnel enseignant compétent.

On sait également que le bilinguisme en voie d'extinction était le fruit d'une pratique généralisée de la langue dans la vie courante.

En attendant un paquet de 10000 jeunes Alsaciens, inemployables en Allemagne, iront pointer chez Paul, alors que les employeurs allemands en désespoir de cause accueillent à tour de bras du personnel d'Europe centrale ou de l'Est.

Vous avez bien entendu : 10000 emplois supprimés dans le plus grand silence. C'est vrai, c'est nettement moins sexy pour la presse que 2 à 3000 emplois supprimés chez PSA, mais avec des feux de palettes médiatiques sur fond de ban-

nières syndicales devant les usines.

Un mer hand'Schiss, bis uff Pariss !

(Les non germanophones se feront traduire par les autres, sinon il y a l'article de presse à l'adresse suivante)

<http://www.badische-zeitung.de/elsass-x2x/bald-fehlen-baden-viele-grenzgaenger-aus-dem-elsass--62693528.html>

Petit jeu : quel est le nom du bâtiment visible sur la photo de l'article de presse ci-dessus et dans quelle ville se situe-t'il ?

Date limite de réception des réponses (uniquement par courriel) : 31 août 2012.

Réponse et liste des gagnants dans la prochaine Cigogne.

Allô Marianne ?

Ça se passe à Fipland, un pays imaginaire dirigé par des dignitaires foisonneux appelés Dégélandais, Dirlandais, Agfiplandais, Afiplandais et... Afipalandais.

Ces dirigeants se targuaient entre autres, dans les nombreux rapports autosatisfaits traitant de leur gouvernance, de répondre en deux temps trois mouvements à tout appel téléphonique que leurs administrés leur soumettaient.

Un jour, dans une ville de ce pays imaginaire, Gruobsarts, dans un site de cette ville, Froduen, le standard téléphonique tombe en panne. Pas réparable. Faut en racheter un autre. Mais ça prend du temps de construire (y a pas de stock), d'acheminer et d'installer le nouvel appareil – ou bien de trouver le financement. Ça prend trois mois (de fin mai à fin août).

L'affaire concerne un site de 125 agents regroupant plusieurs services de Fipland (5 brigades de vérification, 1 CDIF, la Forpro, 2 Pôles CE, une brigade FI, une cellule DFE, la BCR). Provisoirement, l'appareil est remplacé par du matériel de récupération et une vacataire est embauchée comme standardiste avec pour mission de confectionner des fiches d'appel à destination des agents, à charge pour ces derniers de rappeler les usagers. Malheureusement tous ne disposaient pas d'un téléphone : dans ce système de crise il n'existait qu'une paire de postes par service.

Le nouvel autocommutateur est arrivé le 13 août. Il est en « fin d'installation » aujourd'hui.

A Fipland, attendre est un nouveau mode de gestion

Dans le Fipland local tout le monde savait que le matériel était à bout de

souffle et menaçait de déclarer forfait tous les jours. Fallait-il attendre le point de rupture avec ses conséquences néfastes pour le fonctionnement des services et les relations avec les usagers (qu'au Fipland on aime encore bien appeler « clients ») ?

Apparemment OUI !

Car si « gouverner c'est prévoir », il semble qu'aujourd'hui, dans la principauté de Fipland, « jouer la montre » soit devenu la nouvelle formule de gouvernement : ne pas bouger, ne pas décider, ne pas anticiper...

Le nouveau Prince le sait-il ?



Réflexions sur la canicule

En été il fait chaud, très chaud, parfois.... Avec les bouchons, voilà un marronnier récurrent dans la presse des mois de juillet et d'août. 2003 a appris aux pouvoirs publics comment gérer ces périodes.

À la DGFIP il semblerait qu'on n'ait décidément rien appris.

Comme à l'accoutumée il a fallu que la Cigogne rappelle à notre hiérarchie qu'il serait peut-être judicieux de prendre des mesure en faveur des agents qui souffrent.

La DRFiP a donc été interpellée lundi 20 août aux aurores. Visiblement rien n'avait été prévu par les responsables de la place de la République. Vers midi, pourtant, (et après la classique consultation de la DG) nous avons été avertis (pour les plus chanceux, c'est-à-dire ceux qui avaient un chef relayeur de note dans leur service ce jour là, pour les autres tant pis) des aménagements horaires valables tant que le département sera classé en vigilance orange.

Au-delà des faits juste quelques réflexions sur le management qui sous-tend tout ça.

Pourquoi diable faut-il attendre qu'un militant syndical intervienne pour que les décideurs se décident enfin à décider ? Jouent-ils la montre ? Ce serait cynique. Ou plus simplement faut-il

qu'ils aient l'excuse de l'intervention des représentants du personnel pour ne pas passer pour de dangereux révolutionnaires auprès de la DG ?

De même on peut se poser la question du souci réel que la hiérarchie, derrière un discours entendu, peut avoir du bien être au travail de ses agents ? La réalité c'est qu'il fait chaud depuis plusieurs jours et les bâtiments doivent être fermés la nuit. Il est donc illusoire d'essayer d'évacuer les calories emmagasinées de la veille et conservées toute la nuit avec le petit courant d'air du petit matin. Tout le monde le sait....

Que dire aussi de la mesure en elle-même ? On peut commencer un peu plus tôt le matin et partir plus tôt le soir. MAIS, parce qu'il y a un MAIS ! Le service public doit être assuré en maintenant les horaires d'ouverture. Mais pourquoi diable ce qui marche dans un sens ne peut pas marcher dans l'autre ? Quand il y a un coup de feu dans les services, aucun problème pour élargir les plages de réception, notamment entre midi et deux ! Pour ça, probablement pas besoin de consulter la sacro-sainte DG ! Par contre, fermer plus tôt alors qu'il n'y a pas un chat : impossible.

Que dire enfin de l'évolution de la mesure dans le temps ? Il y a 9 ans (ça ne fait quand même pas une éternité !) la DSF67 avait décidé de neutraliser la pause méridienne et de permettre aux agents de partir à 15h00. Ça s'appelle un accord « gagnant-gagnant ».

Aujourd'hui l'aménagement horaire est entièrement financé par les agents.

D'où la dernière question de la Cigogne : pourquoi est-ce si difficile de prendre une disposition qui ne coûte rien ? Qu'est ce que ça serait si ça devait coûter quelque chose ? Chacun se fera son idée en apportant sa réponse personnelle à toutes ces questions.

En attendant la Cigogne va boire son litre et demi réglementaire.



En attendant de vous voir lors de nos tournées de sites et HMI d'automne, la Cigogne vous souhaite une rentrée dynamique et combative totalement requinqués par un repos estival bien mérité.

N'hésitez pas à prendre connaissance de toutes nos publications et à vous abonner à notre journal. Toutes les explications sont sur notre site régulièrement mis à jour.

Vous trouverez la déclaration intersyndicale après l'audience ministérielle de fin juillet à l'adresse suivante : <http://www.financespubliques.cgt.fr/RENCONTRE-MINISTERIELLE-DU-30.html>

Merci de diffuser nos infos et publications autour de vous